



Photographie : Ricardo Gangale / Fondation Bill et Melinda Gates



CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA VACCINATION EN AFRIQUE

Assurer la durabilité : Financement de la vaccination en période de transition

Contexte général

La croissance et le développement dans tous les pays du monde n'est possible qu'avec des citoyens en bonne santé et actifs. Des études montrent que les individus en bonne santé sont plus productifs, gagnent plus d'argent, épargnent plus, investissent plus, consomment plus et travaillent plus longtemps, autant de facteurs qui contribuent à la croissance économique.

Depuis plus de 200 ans, les pays ont recours aux vaccins pour maintenir leurs populations en bonne santé. En retour, les vaccins, qui constituent l'une des interventions de santé publique les plus rentables au monde, permettent de protéger les populations contre les maladies mortelles comme la rougeole, la poliomyélite et la pneumonie. Selon les estimations, les vaccins permettent chaque année d'éviter 2 à 3 millions de décès d'enfants et 600 000 décès de personnes adultes dans le monde. En outre, les études montrent que les enfants vaccinés sont crédités d'un niveau de scolarité plus élevé et peuvent contribuer à accroître la productivité de la main-d'œuvre.

Si l'investissement dans la vaccination s'est révélé bénéfique pour les pays, le manque d'investissement peut sérieusement mettre à mal la santé et la sécurité financière des ménages. Les recherches menées dans le cadre d'une étude ont révélé qu'une flambée de rougeole peut coûter aux ménages éthiopiens affectés 6 % de leur revenu annuel. Cette étude illustre bien la corrélation directe entre la vaccination et le potentiel économique, et démontre les risques que courent les familles et les pays qui choisissent de ne pas se protéger à l'aide des vaccins.

Analyse de la situation

Vacciner chaque cohorte de nouveau-nés tout en administrant des doses de rappel et de nouveaux vaccins aux enfants est une tâche ardue mais essentielle qui nécessite un financement adéquat et durable. Pour compliquer encore plus la situation, le coût des programmes nationaux de vaccination augmente dans la mesure où les nouveaux vaccins tels que ceux fournissant une protection contre la pneumonie et le cancer du col de l'utérus sont plus coûteux par dose que les vaccins traditionnels. La recherche des enfants issus de familles vivant dans des régions éloignées et isolées augmente les frais.

On estime le coût de vaccination total d'un enfant entre 25 et 45 dollars, mais ce chiffre ne tient pas compte des autres coûts liés à la fourniture du service, à la formation, à la supervision, au suivi et à la localisation des flambées ainsi que ceux liés à la fourniture d'une réponse à la demande de service provenant de la population ou à la gestion des programmes. Plusieurs études suggèrent que les coûts non liés aux vaccins représentent près de la moitié du coût total par enfant.

Pour s'assurer que chaque enfant reçoive les vaccins dont il a besoin, les gouvernements doivent planifier les interventions de façon rigoureuse et prévoir des budgets conséquents pour financer aussi bien les vaccins que les coûts de mise en œuvre des programmes de vaccination. Le coût de vaccination d'un enfant dépend du pays, du calendrier de vaccination, du niveau de couverture et de la manière dont les services sont fournis (par le biais de campagnes, de services de routine ou mobiles ou à travers la sensibilisation).

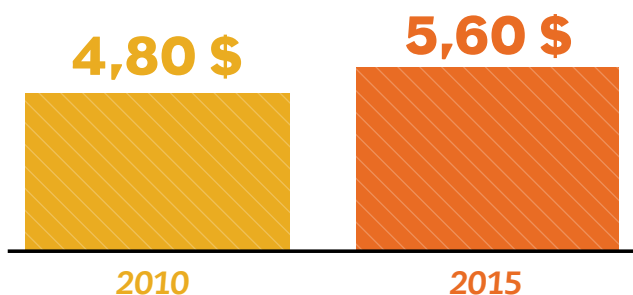
Il est encourageant de noter que les données récentes indiquent que les gouvernements financent une part croissante des dépenses consacrées à la vaccination et sont moins dépendants des bailleurs de fonds.

Les vaccins permettent chaque année d'éviter 2 à 3 millions de décès d'enfants et 600 000 décès de personnes adultes dans le monde.

L'investissement dans la vaccination a des retombées positives directes sur la santé qui peuvent contribuer au développement économique et aider à éviter les coûts de traitement qui pèsent sur les ménages partout en Afrique.

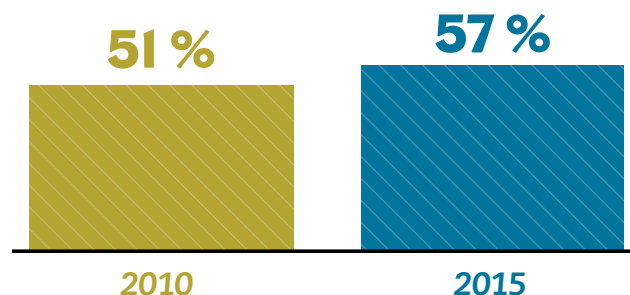
DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA VACCINATION DE ROUTINE

Dans la Région africaine de l'OMS, par naissance vivante



PART DES DÉPENSES EN VACCINS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT

Dans la Région africaine de l'OMS



Les dépenses consacrées à la santé et à la vaccination

Les programmes de vaccination sont financés principalement par des ressources publiques, mais peuvent également être pris en charge par les régimes d'assurance et le secteur privé.

Les pays sont tenus de déclarer les dépenses qu'ils consacrent annuellement à la vaccination en renseignant le formulaire de déclaration conjointe (JRF) de l'OMS et l'UNICEF. Ces données servent à mesurer l'indicateur relatif à l'engagement des pouvoirs publics du Plan d'action mondial pour les vaccins (GVAP), qui permet chaque année d'effectuer une analyse et une comparaison entre les pays. Un récent rapport sur le GVAP montre que 63 % des pays enregistrent une tendance positive vers l'augmentation des financements consacrés à la vaccination. Les dépenses publiques en faveur de la vaccination de routine pour chaque naissance vivante atteignent désormais 27 dollars, mais ce chiffre varie d'une région à un autre (Rapport annuel 2014 du GVAP).

Dans la Région africaine de l'OMS, les dépenses publiques consacrées à la vaccination de routine pour chaque naissance vivante ont augmenté de 43 % depuis 2010, passant de 4,80 dollars à 5,60 dollars (rapport du GVAP). En outre, la part des dépenses de vaccins financées par l'État a augmenté de 57 % à 51 % au cours de la période.

Pour les pays de la Région OMS de la Méditerranée orientale, les dépenses publiques consacrées à la vaccination de routine ont augmenté de 88 %, passant de 12 dollars à 23 dollars pour chaque naissance vivante. Le financement public des vaccins est demeuré relativement stable à environ 80 %. Les pays qui ne sont pas admissibles aux financements de l'alliance GAVI financent entièrement le coût de leurs programmes de vaccination.

Pérenniser et amplifier les acquis

Alors que les gouvernements ont déployé des efforts importants pour augmenter les financements alloués aux programmes de vaccination au cours des cinq dernières années, un engagement supplémentaire est nécessaire pour assurer leur financement intégral ainsi que le contrôle national des programmes de vaccination. Les principaux obstacles à surmonter pour atteindre cet objectif comprennent :

- **Financement des nouveaux vaccins** : bien que certains pays commandent et paient des vaccins plus chers et plus récents (dans de nombreux cas à travers le mécanisme de cofinancement de GAVI), tous les gouvernements ne financent pas le coût des vaccins traditionnels sur les ressources nationales, malgré les faibles coûts observés actuellement. En 2014, 11 pays de la région AFRO et trois pays de la région de la Méditerranée orientale étaient

classés dans cette catégorie. En outre, les sommes allouées par l'État dans la plupart des pays à revenu moyen ne bénéficiant pas de l'appui de l'alliance GAVI ne suffisent pas à financer l'introduction de nouveaux vaccins (tels que le PCV, le HPV, le rotavirus).

- **Déclaration des dépenses** : la déclaration des dépenses publiques consacrées aux vaccins et à la vaccination de routine s'améliore, mais tous les pays ne communiquent pas les données comme il se doit. Alors que la qualité des rapports semble s'améliorer, la capacité de l'OMS à estimer et rendre compte des dépenses laisse encore à désirer.

Des efforts sont en cours pour aider les gouvernements à surmonter ces difficultés. En avril 2015, le SAGE de l'OMS a approuvé la Stratégie en faveur des pays à revenu intermédiaire qui invite à aborder la pérennité des programmes de vaccination dans un cadre plus large et plus global. Ce cadre devrait inclure la prise en compte des principaux leviers permettant de réaliser des progrès en matière de vaccination, parmi lesquels figure le financement. Ces leviers essentiels s'articulent autour de quatre axes principaux :

- la prise de décisions éclairées sur l'introduction de vaccins et sur d'autres aspects de la politique de vaccination ;
- l'engagement politique et les ressources intérieures affectées à la vaccination ;
- la demande soutenue pour les vaccins et l'équité dans la prestation des services de vaccination ;
- l'accès à des sources d'approvisionnement offrant des coûts abordables et des délais de livraison raisonnables.

Leçons apprises

Les pays africains avancent à différentes vitesses vers une meilleure appropriation des programmes de vaccination. À mi-parcours de la mise en oeuvre du GVAP et des plans d'action régionaux pour les vaccins (RVAP), les pays doivent accroître progressivement les ressources allouées au financement du coût des vaccins et de la prestation des services. Cela suppose augmenter les financements consacrés à la formation, à la supervision, au suivi et à la localisation des épidémies à des niveaux plus importants que pourraient le laisser croire les tendances passées.

À mesure que les pays évoluent vers l'appropriation totale des programmes, il existe un éventail de modalités de financement et d'orientations possibles de la politique de vaccination qui doivent être prises en compte par les principaux partenaires, notamment :

- l'État ;
- le secteur privé ;
- les milieux universitaires ;
- la société civile ;
- les réseaux sociaux ;
- les dirigeants communautaires.

¹Ces chiffres représentent des moyennes pondérées en fonction de la population.

En outre, les grands pays pourraient envisager de cibler les administrations infranationales qui pourraient également constituer une source de financement viable. Ces stratégies permettront de renforcer la collaboration entre les pouvoirs centraux et les collectivités locales et de démontrer l'importance pour les administrations locales de fournir des ressources pour financer le coût des services de vaccination de routine.

La transparence et l'obligation de rendre compte sont la norme qui doit guider l'action des autorités publiques. Les responsables nationaux de la vaccination peuvent accroître les investissements et les budgets qu'ils consacrent au programme en assurant un suivi et en rendant compte de leurs dépenses en temps réel, et en utilisant ces données pour élaborer leurs propositions budgétaires successives.

Souvent, les principaux décideurs ne sont pas informés des coûts liés à la vaccination ni de la manière dont leurs programmes de vaccination sont actuellement financés. Au sein des administrations publiques, la séparation entre les budgets d'investissement et les budgets de fonctionnement (y compris, les ressources consacrées à leur gestion) se traduit souvent par un manque de clarté concernant le montant total des dépenses d'investissement. Parfois, l'appui des donateurs peut être octroyé hors budget et doit être mieux intégré dans les plans nationaux. Le financement de la vaccination est plus difficile à l'échelon infranational où les maires ou les gouverneurs ne sont parfois pas conscients des avantages de la vaccination ou de l'importance de financer les coûts de prestation des services.

Dans quelques pays de la région AFRO, des rapports sur l'exécution du budget en cours d'exercice sont de plus en plus transmis aux parlementaires qui se chargent ensuite de défendre et de protéger les budgets lors des discussions budgétaires annuelles. Le faire d'assurer un contrôle adéquat - même lorsque les budgets sont financés par des ressources extérieures - permet d'inscrire la vaccination comme un bien public précieux dispensé par l'État.

Étapes à venir

Couverture et qualité

Afin d'atteindre les niveaux de couverture vaccinale et de qualité requis, les gouvernements devraient accroître l'enveloppe financière globale et assurer le décaissement rapide des fonds consacrés à la vaccination, en ciblant les districts et régions/provinces ayant les plus faibles niveaux de couverture. La clé du succès résidera dans le décaissement rapide des fonds et le renforcement de la planification et la gestion financières, ainsi que dans l'adoption de budgets fondés sur des données probantes concernant les besoins en termes de coûts.

Assurer un financement prévisible et durable

Afin d'atteindre l'objectif d'assurer un financement plus prévisible et plus durable de la vaccination, des données et des informations de meilleure qualité doivent être générées, partagées et diffusées. L'OMS et la Commission de l'Union africaine sont les canaux naturels pour faciliter cette circulation nécessaire de l'information dans les pays africains. Le GVAP intègre un Cadre de suivi et évaluation et de responsabilisation conçu dans le détail, dont l'indicateur central est constitué par les dépenses publiques consacrées à la vaccination de routine.

La transition vers la prise en main des programmes par les pays est initiée au plus haut niveau de l'État et peut être déclinée en une série de changements au niveau du financement, de la budgétisation et des pratiques de gestion budgétaire. Ces changements institutionnels sont observables, et ceux qui débouchent sur des résultats probants devraient devenir des pratiques optimales. Outre le suivi et la remontée des informations concernant les dépenses, les organismes partenaires (OMS, UNICEF, Banque mondiale, GAVI, etc.) peuvent aider à documenter et diffuser les nouvelles pratiques optimales entre les pays.

¹(Bloom et al. 2005. [Bloom, David E., David Canning et Mark Weston. 2005. The Value of Vaccination. World Economics, 6(3): 15-39.]

²Aaron S. Wallace, Balcha G. Masresha, Gavin Grant, James L. Goodson, Hailie Birhane, Meseret braham, Tewodros B. Endailalu, Yohannes Letamo, Amos Petu, Maya Vijayaraghavan: Evaluation of economic costs of a measles outbreak and outbreak response activities in Keffa Zone, Ethiopia in Vaccine 2014



Souvent, les principaux décideurs ne sont pas informés des coûts liés à la vaccination ni de la manière dont leurs programmes de vaccination sont actuellement financés.



CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA VACCINATION EN AFRIQUE

www.ImmunizationinAfrica2016.org

 @africavaxconf | #MCIA16